

# SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

## CGT, CFDT, CGT-FO et SUD

### Moyen Terme Insee : Imposer un avenir pour nos missions publiques ! Obtenir les moyens de les remplir !

*C'est l'objectif que se fixent nos syndicats nationaux pour l'Insee. Dans ce combat, le Comité Technique Paritaire national du 30 novembre 2006 représente une étape importante. C'est en effet à cette date que la Direction de l'Insee doit nous présenter ses orientations, en principe retravaillées après notre rejet des documents présentés le 6 décembre 2005.*

*Les discussions engagées avec les agents dans les établissements et les services de l'Insee, montrent une volonté très forte d'obtenir de la Direction des engagements clairs sur nos missions et sur les moyens dont l'Insee a besoin.*

## Les missions

- L'Insee a réussi son pari de mettre en place un nouveau système de collecte du recensement, grâce à un effort collectif de tout l'Institut. Il faut maintenant être capable d'en tirer des résultats statistiques crédibles et de qualité suffisante pour permettre une alimentation en données localisées récentes et fiable.

*La direction doit concentrer des moyens pour pérenniser la collecte et réussir son exploitation et sa diffusion. On ne pourra pas longtemps se contenter de dire que le RP 99 était de mauvaise qualité !*

- L'Insee s'est engagé à développer une information localisée sur l'emploi au travers de Clap Olee Epure etc.

*La direction doit s'engager à accélérer cette mise en place, fournir un poste de travail valorisant aux agents et permettre une diffusion localisée de qualité !*

- Les enquêtes auprès des ménages, en collaboration avec les SSM, d'autres partenaires publics, de chercheurs, contribuent largement à la notoriété de l'Insee par la palette des thèmes sociaux couverts. La qualité de son réseau d'enquêteurs permet d'aborder des sujets sensibles avec une collecte de qualité.

*Ce savoir-faire doit rester un axe de développement majeur de l'Institut. Le réseau d'enquêteurs doit être stabilisé et trouver un statut social correct.*

- L'action régionale est la raison principale d'être des Directions régionales. Avec les décentra-

### **Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés...**

La question sur le Moyen Terme Insee semble se focaliser actuellement sur la question de la répartition des pôles.

Sans aucune préoccupation de l'intérêt des agents pour leur travail, le pôle marketing d'Alsace (7 agents) et le pôle gestion du contentieux de Poitou-Charentes (2 agents) ont été fermés par le comité des pôles qui pilote tout de la DG sans faire dans la dentelle (c'est bien la peine de faire du vent sur le « management » et de payer des sociétés grasses pour former les agents pour en arriver...là !)

A Toulouse la perte de l'Enquête Annuelle d'Entreprises est une préoccupation forte.

A la DR de Poitou-Charentes encore, les agents ont signé une pétition pour que la fin du pôle LIFI soit compensée par d'autres tâches...

Dans ce cadre, la création de pôles SAR, pourtant une aberration pour l'efficacité du fonctionnement des établissements, peut sembler la seule porte de sortie à certaines DR qui n'ont rien d'autre !

Heureusement un futur pôle prix est en cours de création...on imagine les DR à cran à préparer leurs dossiers, des agents espérer qu'il sera dans leur établissement !

Les habiles négociateurs(trices) sont déjà dans les starting-blocks. Mais celles et ceux qui n'ont pas compris que les négociations se préparent en sous main seront mangés tout crus...

**Est-ce de cette manière que nous voulons que se fassent les arbitrages sur les missions ???**

**Nous refusons ce jeu de chaises musicales des travaux entre les établissements ! Il ne peut que provoquer des conditions de travail dégradées (peu de mobilité possible) et une motivation moindre. Au final, c'est la qualité des missions remplies par l'Insee qui est en jeu.**

lisations et transferts de compétence, chaque région, département, grande collectivité territoriale a besoin d'une information économique et sociale adaptée, comme les préfets ou les chefs de services déconcentrés. Mais ils ne sont pas les seuls : les acteurs sociaux locaux, les associations, en particulier celles qui assurent des missions de service public, expriment les mêmes besoins.

***L'Insee doit assurer son rôle de coordination statistique en région. Cela signifie que l'Insee a un rôle moteur pour rationaliser la production statistique et harmoniser les méthodes, entre les divers acteurs régionaux. A l'instar de sa participation au CNIS au niveau national, l'Insee doit être le garant de la prise en compte des besoins régionaux et de l'impartialité des résultats et des études qui en ressortent.***

***L'Insee doit contribuer à la production de données en donnant les moyens pour la réalisation d'extensions régionales des enquêtes nationales pour des enquêtes régionales dans un cadre de partenariat y compris non solvable.***

- Le programme Resane est en cours. Il vise à moderniser le système d'information sur les entreprises. Il va impacter l'Insee comme les SSM. L'enjeu en terme de production de données sur les entreprises et les groupes est essentiel. Plus encore, les postes de travail Resane seront ceux d'une nouvelle génération d'agents qui arriveront à l'Insee dans les années 2009 / 2010.

***C'est pourquoi nous refusons la fuite en avant provoquée par la décision de la direction de faire atterrir le projet en 2009. Nous exigeons le report d'un an de l'échéance prévue, pour ne pas reproduire les errements d'IPCR et d'autres applications mortes-nées. Nous demandons que les agents participent à son élaboration, que l'appel à la sous-traitance, dans des conditions suicidaires, soit abandonné. Le délai supplémentaire permettra également de réfléchir aux demandes sur les questions de tissu industriel local posées au sein du CNIS.***

- Sirene est au cœur de nombreux domaines : gestion du répertoire, base pour d'autres travaux sur les entreprises et l'emploi ; mais aussi de nombreuses utilisations statistiques et macroéconomiques.

***La direction de l'Insee doit envisager Sirene de manière transversale : la qualité du répertoire doit être au centre de ses préoccupations. Le lien avec les entreprises doit être maintenu (question de la réponse téléphonique).***

- Le Moyen Terme Insee n'a été envisagé que dans un périmètre réduit, ni les SSM ni les écoles n'en font partie. Or de leur avenir dépend aussi la capacité de l'INSEE de faire face à ses besoins à moyen-terme

***La direction de l'Insee doit construire un Moyen Terme qui les prenne en compte.***

#### **Le « Moyen Terme » Minefi**

Les restructurations brutales sur fond d'abandons de missions sont la règle au Minefi :

- le rapprochement Impôts Trésor est en route avec à la clé la fermeture de nombreux sites, sans amélioration du service à l'utilisateur ;
- la DGCCRF, rapprochée des Douanes pour les laboratoires subit des réorganisations fortes qui provoquent un rabougrissement des missions ;
- aux Douanes, le projet de restructuration qui délègue le contrôle aux entreprises elles-mêmes a déjà provoqué deux journées de grève historiques, en juin et octobre.

## Infrastructures et réseaux

Dans ce domaine aussi, les besoins sont criants et les propositions de la direction inacceptables.

- La direction propose un nouveau patchwork de pôles entrecroisés, sans même se baser sur un principe de rationalité, mais par pure idéologie. S'agit-il de déshumaniser la gestion, pour l'externaliser ensuite ?

***Les personnels veulent une gestion de proximité, humaine, efficace. Les agents des SAR veulent pouvoir choisir parmi une palette de travaux différents. Ils veulent bénéficier de bases documentaires solides et actualisées et une formation/information efficace, de relations transversales directes entre établissements.***

- L'informatique en région souffre d'un manque d'animation de son réseau. Elle n'est pas assez associée aux décisions nationales ou locales qui la concernent. Elle est victime de plein fouet de la réduction des moyens budgétaires qui fragilisent postes de travail, applications et réseaux.

***Le schéma directeur informatique n'a répondu à aucune de ces questions, se contentant de préconiser la réduction des effectifs. C'est inacceptable, parce que cela conditionne le quotidien de la vie au travail des agents de l'Institut.***

### **CNI de Lille**

Un an après les actions qui ont permis de maintenir une structure informatique nationale sur Lille, le rapport du groupe de travail constitué de l'administration et de représentants élus du CNI a été publié. Sur la base de ce document un texte doit être présenté au CTP du 30 novembre.

Il doit apporter des réponses sur :

**Les missions :** Il faut que l'administration définisse précisément le contour des applications enquêtes. De plus l'administration doit s'engager sur la recherche de nouveaux travaux.

**Les effectifs :** Un effectif conséquent doit être maintenu pour que la structure soit viable et attractive pour de nouveaux agents. Le recrutement de trois jeunes attachés est une bonne chose. Cela doit continuer en 2007.

**Formation :** Les informaticiens devront être associés à toutes types de formations innovantes dispensées dans les autres CNI.

**TAI :** Les primes informatiques doivent être maintenues quelque soit l'évolution des carrières des agents.

- L'informatique centrale a été impactée aussi par le rapport sur le schéma directeur informatique : beaucoup de phrases creuses sur l'urbanisation ou la sécurisation des projets. Mais la réalité est celle de la sous-traitance massive qui menace la crédibilité de projets majeurs (Resane et BRPP2, pour ne parler que d'eux), le pilotage par les délais, la gestion calamiteuse des jeunes attachés informaticiens, de la fragilité croissante d'une architecture hypercomplexe générant des pannes incessantes.

***En dehors de formules vagues et abstraites, rien n'est prévu pour résoudre les problèmes réels de cette informatique centrale. Son responsable en est-il même conscient ?***

La direction se prépare aussi à externaliser partout certains services que de petites équipes dévouées réalisent au bénéfice de tous les agents : courrier, accueil téléphonique, PAO, impressions, etc..

### **Quelle gestion pour les projets ?**

L'appel à des sociétés extérieures vantant le mérite des progiciels qu'il suffit de paramétrer à fait long feu, avec l'échec retentissant de Ramses, les applications qui devaient disparaître sont fragilisées. Du côté du RP, on ne peut pas parler non plus du succès de l'application « pilotage », enfin le Web statistiques locales tant vanté y compris à l'extérieur ne fonctionne toujours pas. Les moyens doivent être mis en interne aussi pour être capables de développer les projets nécessaires aux travaux de demain.

***Nous revendiquons l'efficacité de la proximité plutôt que l'externalisation par principe et sans moyen de contrôler sa qualité***

## LES MOYENS

La Direction n'a rien à proposer que le moins-disant : toujours moins de moyens, toujours moins d'effectifs. Pour 2007, et comme en 2006 plus de 100 postes seront supprimés à l'Insee.

Et l'affaiblissement des missions ou des échecs causés par des choix irresponsables ou des investissements non faits peuvent à leur tour fragiliser l'Institut.

Pour notre part, c'est un autre avenir que nous défendons pour les personnels :

- *Remplacer les départs : 300 embauches de titulaires en 2007 / 2008 ;*
- *Revaloriser les carrières de tous les agents, y compris non-titulaires et enquêteurs ;*
- *Maintenir la gestion administrative des agents dans chaque établissement ;*
- *Droit à la formation pour tous les agents.*

**Le 30 novembre est une première échéance pour la mobilisation. Ce jour là, nous demanderons des comptes aux directions de nos établissements.**

**Le 30 novembre, nous irons au CTP avec des agents sur tous ces dossiers. Ils seront nos experts pour imposer nos propositions !**

Paris, le 30 octobre 2006

### **L'Insee se coupe de l'extérieur et sape la notion de service public**

Avec le passage aux Sites Insee Contact et Pôle Insee Contact, le nombre d'appels téléphoniques reçus a considérablement diminué. L'Insee est incapable d'analyser dans quel abyme se sont perdus ces appels : pas la peine de chercher ! la plupart ont été découragés. Non pas par les agents eux-même bien entendu mais par le renvoi systématique sur le site insee.fr. Est-il besoin de rappeler qu'une bonne partie de la population n'a pas accès à internet. Et qu'elle peut tout de même avoir besoin d'indices... La mise à disposition considérable de données, gratuites, sur l'internet est une bonne chose et elle a élargi le champ de diffusion des données. Mais elle ne résoud pas tout. De plus, la suppression de l'accueil de premier niveau et de tout portage de l'offre dans bon nombre de DR montre bien que contrairement à ce que prône « la Charte Marianne » la direction de l'Insee s'est engagée dans une démarche de destruction de la qualité de la réponse à la demande dévalorisant ainsi le service au public.

**Réponse aux entreprises** : devant les appels prévus pour la nouvelle nomenclature à partir de janvier 2008, la direction envisage la création d'un 4ème PIC Pôle Insee Contact (tout en prévoyant fortement la fermeture de celui d'IIS). Est-ce là aussi pour que le nombre d'appels baisse ? Il est clairement dit dans une note « la mise en œuvre des préconisations du rapport de l'IG a conduit...à une prise de conscience dans les équipes qui les amène à ne plus considérer que décrocher le téléphone pour répondre à toute demande Sirene fait partie de leur travail ».

Non ! On ne résoudra pas la gestion des appels sur la nouvelle nomenclature par le fractionnement en un autre PIC ! De même qu'on n'améliorera pas la qualité du répertoire en coupant les agents des équipes Sirene des contacts directs avec les entreprises !